

ALLIANCE POUR REFONDER LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

\*\*\*\*\*

ATELIER SUR LE PARTAGE ET L'IDENTIFICATION DES ENJEUX DE  
LA GOUVERNANCE ET LES CHANTIERS POUR LA CÔTE D'IVOIRE

(CERAP, 19-20 septembre 2013)

\*\*\*\*\*

Thème de communication

**GOVERNANCE, POLITIQUES BUDGETAIRES,  
CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE, UNE APPROCHE TRANSVERSALE.**

Dr Patrick N'Gouan<sup>1</sup>

Economiste, Chercheur Associé au Centre Ivoirien de Recherches Economiques  
et Sociales (CIRES), Unité de Recherche Macroéconomie et Modélisation

---

<sup>1</sup> Synthèse simplifiée de la communication présentée au 2<sup>ème</sup> Congrès des Economistes Africains, 24-26 novembre 2011 à Abidjan

## Introduction

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne a enregistré des taux de croissance parmi les plus élevés au monde (plus de 5,5%) selon les rapports des institutions internationales. paradoxalement, dans les mêmes rapports, l'ASS apparaît comme la région la plus pauvre de la planète. Les initiatives PPTTE (pays pauvres très endettés) ne consacrent ils pas l'échec des politiques de développement en Afrique ?

La solution communément admise consisterait à améliorer le système de gouvernance publique et à laisser jouer les règles du marché. La bonne gouvernance, un concept et une recette très en vogue, fait l'objet d'une grande variété de définitions, selon les auteurs, les institutions qui mettent au point des indicateurs s'y rapportant et les objectifs visés. Par-delà cette variété, un consensus semble se dégager sur les capacités de l'Etat à accomplir, avec efficacité et transparence, ses missions régaliennes et d'arbitre au sein de la collectivité nationale.

La littérature économique récente est abondante sur la gouvernance, notamment dans ses relations, réciproques ou non, avec la croissance économique. La plupart des travaux portent sur les liens entre l'investissement privé et la croissance économique dans un environnement de bonne gouvernance qu'est censé organiser l'Etat.

Dans la présente étude, la cible se situe plus loin que la croissance. C'est le développement qui est appréhendé ici par trois indicateurs : le revenu par tête, la valeur ajoutée industrielle<sup>1</sup> et l'indice de développement humain. En outre, l'accent sera mis sur les effets conjoints des variables budgétaires et de gouvernance sur le développement. Une telle démarche associera la théorie keynésienne et l'économie institutionnelle<sup>2</sup>.

Au regard de ce qui précède, l'idée consistant à confiner l'Etat dans des tâches régaliennes et dans l'amélioration de la gouvernance est-elle une solution suffisante pour promouvoir le développement ? Quel peut être le rôle additionnel de la politique budgétaire dans la croissance et le développement ?

---

<sup>1</sup> Qui, plus que les exportations de produits primaires ou énergétiques, reflètent mieux l'effort de développement d'un pays.

<sup>2</sup> Cela signifie qu'en plus du secteur privé, l'Etat a un rôle capital à jouer dans les processus de croissance et de développement.

L'objectif de cette étude est de montrer la complémentarité nécessaire entre la politique budgétaire et la gouvernance dans la promotion d'un véritable développement de l'Afrique.

Pour y arriver, une approche transversale par l'analyse factorielle et une étude de panel sont utilisées pour parcourir 39 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2005-2010. Il s'agit précisément de faire :

- 1- une classification des pays d'Afrique subsaharienne selon la qualité de la gouvernance prévalant en leur sein ;
- 2- une différenciation des impacts des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance selon les groupes de pays.

#### I- CLASSIFICATION DES PAYS D'AFRIQUE SUB SAHARIENNE SELON LES INDICATEURS DE GOUVERNANCE

Le rôle des dépenses publiques et de la gouvernance dans le développement de l'Afrique consiste à analyser l'incidence de celles-ci sur le revenu par tête, la valeur ajoutée industrielle et l'indice de développement humain. 39 pays d'Afrique subsaharienne, pour lesquels des données ont pu être réunies sur la période 2005-2010 (soit 6 ans) dans la base de données 2011 de la Banque Mondiale (African Development Indicators), ont été choisis<sup>1</sup>.

Cette étude utilise deux grandes catégories d'indicateurs de gouvernance:

- ❖ 08 indicateurs relevant de la gouvernance politique : contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale, stabilité politique et absence de violence, qualité de la réglementation, Etat de Droit, perception de la corruption et obligation de rendre compte.
- ❖ 16 indicateurs contenus dans les CPIA (country policy and institutional assessments) répartis en quatre groupes :

---

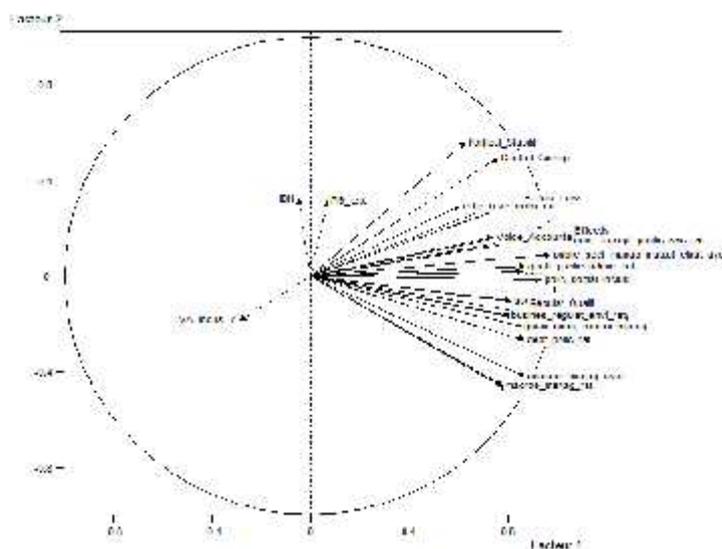
<sup>1</sup> Cette base de données fournit des éléments sur la gouvernance politique dans les pays du Maghreb mais pas ceux sur les CPIA (country policy and institutional assessment), contrairement aux pays d'Afrique subsaharienne qui disposent de données complètes.

- gestion économique : gestion macroéconomique, politique budgétaire, politique d'endettement ;
- politiques structurelles : politiques commerciales, politiques financières, environnement réglementaire pour les entreprises ;
- politiques d'intégration sociale et d'équité : égalité des sexes, équité dans l'utilisation des ressources publiques, renforcement des ressources humaines, emploi et protection sociale, et politiques pour assurer un environnement durable ;
- gestion du secteur public : droits de propriété et gouvernance fondée sur un système de règles, qualité de la gestion budgétaire et financière, efficacité de la mobilisation des ressources, qualité de l'administration, et transparence et responsabilité dans le secteur public.

Nous avons au total 24 indicateurs de gouvernance pour 39 pays d'Afrique sub-saharienne (ASS).

La classification des pays selon les dépenses publiques (consommation et investissement publics), l'indice de développement humain (IDH) et les indicateurs de gouvernance est faite par l'analyse factorielle, notamment l'analyse en composantes principales (ACP). L'ACP permet d'obtenir une carte des individus (pays) en fonction de leurs proximités et une carte des variables en fonction de leurs corrélations.

**Graphique 1 : Cercle factoriel des variables**



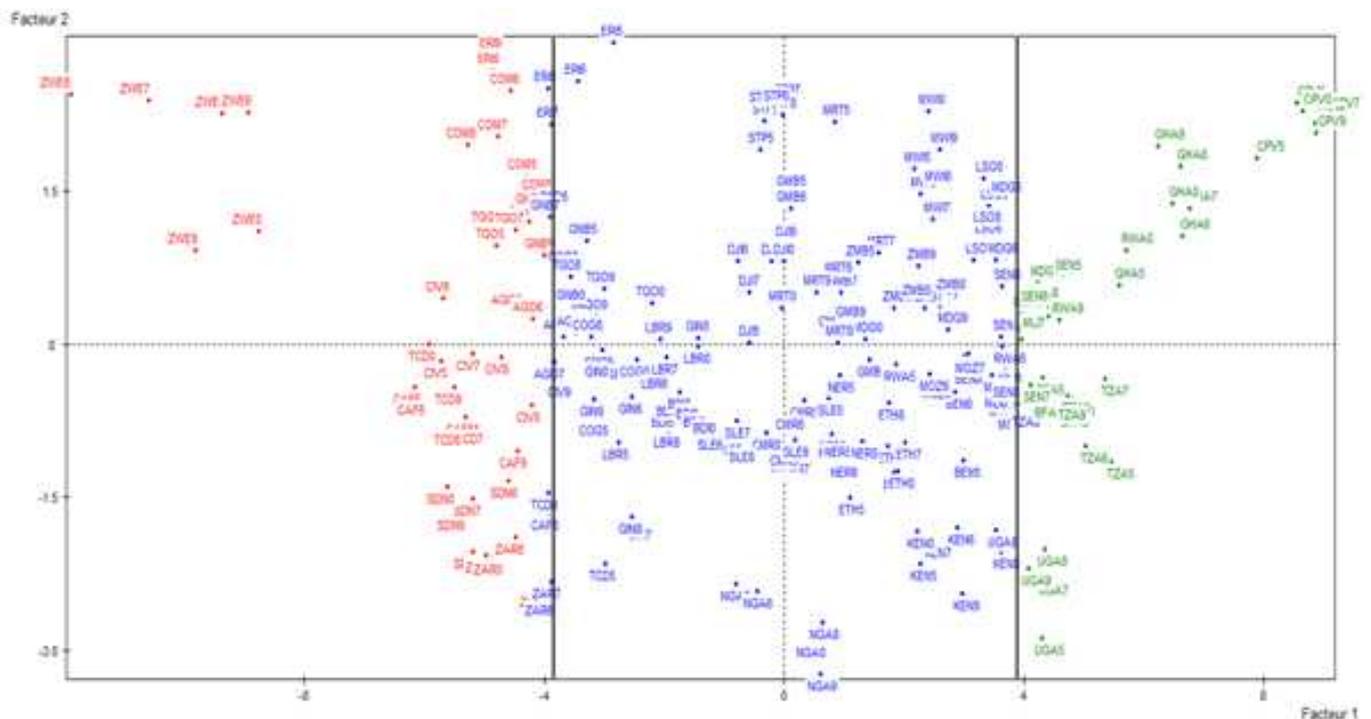
Source des données : World Bank, African Development Indicators (2011)

Par l'ACP, on constate que les corrélations sont faibles entre la valeur ajoutée industrielle, le PIB par tête et l'indice de développement humain ; ce qui signifie que la croissance économique n'engendre ni industrialisation, ni développement véritables. Elle ne procède pas non plus de l'industrialisation.

Sur le graphique 1, les résultats de l'ACP montrent une forte corrélation entre les différents indicateurs de gouvernance. Ce résultat est réaliste et vraisemblable puisque tous ces types de gouvernance sont liés de telle sorte qu'il sera difficile de parler d'une bonne gouvernance dans un pays lorsqu'il existe un dysfonctionnement dans une catégorie de gouvernance donnée.

A partir de la moyenne et de l'écart-type des indicateurs de gouvernance créés, on peut classer les 39 pays africains en trois groupes.

**Graphique 2 : Classement des pays d'Afrique subsaharienne selon leur niveau de gouvernance**



Source des données: World Bank, African development indicators, 2011

Suivant le graphique 2, les pays suivants se sont caractérisés par une gouvernance insatisfaisante (rouge) sur la période 2005-2010 : Angola, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Erythrée, Guinée Bissau, RDC, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Zimbabwe.

Un petit groupe de pays se sont distingués par une bonne gouvernance (vert): Cap Vert, Ghana, Sénégal, Uganda, Tanzanie. Il faut ajouter à ce groupe l'île Maurice et le Botswana qui, pour des raisons d'insuffisance de données à notre disposition, n'ont pu être pris en compte dans cette étude mais qui, dans toutes les comparaisons internationales, sont classés parmi les pays africains qui réalisent les meilleures performances en matière de gouvernance.

Les autres pays d'ASS, constituant plus de la moitié (jaune), sont régis par des niveaux de gouvernance très moyens et très proches les uns des autres.

## II - MESURES DES EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES ET DE LA GOUVERNANCE

### SUR LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT

L'étude cherche à expliquer le PIB par tête (PIBT), la valeur ajoutée industrielle (VAI) et l'indice de développement humain (IDH) de l'ensemble des pays à partir de variables budgétaires et de gouvernance. Les dépenses publiques sont constituées de la consommation publique (CG) et de l'investissement public (IG) rapportés, chacun au PIB.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont été répartis en trois groupes selon la qualité de la gouvernance : Insatisfaisant, moyen et acceptable. Entre ces groupes, il s'agit de faire l'analyse comparée des effets des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance et le développement.

La régression par la méthode du double logarithme permet d'avoir les élasticités récapitulées dans le tableau 1. La forme générale de la régression de l'indicateur de croissance et de développement (ICD) sur les dépenses publiques et le type de gouvernance est :

$$\log ICD = \alpha_1 \log CG\_Y + \alpha_2 \log IG\_Y + \alpha_3 \log VG + \varepsilon$$

où VG représente la variable de gouvernance.

Les résultats sont récapitulés dans le tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1 : Effets des dépenses publiques sur les indicateurs  
de croissance et de développement par groupe de pays**

	Groupe I : Gouvernance insatisfaisante			Groupe II : Gouvernance moyenne			Groupe III : Bonne gouvernance		
	LogCG	LogIG	LogVG	LogCG	LogIG	LogVG	LogCG	LogIG	LogVG
Log VAI	-0,26			-0,26		-0,82		1,02	
Log PIB				-11,9		40		30,1	86,2
Log IDH		0,004	0,005			-0,008			0,41

Source : Nos calculs

Dans les pays à gouvernance insatisfaisante, seule la consommation publique a un effet pervers mais significatif sur la valeur ajoutée industrielle. Par rapport au PIB par tête, le modèle n'est globalement pas significatif au seuil de 5%. Aucune des variables n'a d'effet sur le PIB par tête dans ces pays. Par rapport à l'IDH, l'investissement public et la gouvernance ont des impacts dérisoires.

Dans les pays à gouvernance moyenne, la consommation publique et la gouvernance ont des influences négatives sur la valeur ajoutée industrielle à hauteurs de -0,26 et -,82 points.

La consommation publique est significative et a un effet négatif sur le PIB par tête.

L'indicateur de gouvernance est significatif au seuil de 10% et a un effet négatif notable (-11,9 points) sur la richesse par tête. Cependant, la gouvernance agit très efficacement sur le PIB par tête (40 points). Par rapport à l'IDH, seul l'indicateur de gouvernance a une influence significative mais trop faible (0,008).

Dans les pays de bonne gouvernance, le modèle est globalement significatif au seuil de 5%. L'investissement public produit des effets multiplicateurs d'un niveau très élevé, plus de un point et de 30 points, respectivement sur la valeur ajoutée industrielle et le PIB par tête. L'influence de la consommation publique n'est, en revanche, pas significative. L'indicateur de gouvernance a l'effet le plus puissant sur le revenu par tête (86,2 points) et non négligeable sur l'IDH (0,41 point).

En conclusion partielle de cette section, on note que la consommation publique apparaît comme affectant négativement l'accroissement de la valeur ajoutée industrielle et du revenu par tête dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. Les variables de gouvernance agissent de manière insignifiante sur le développement humain dans les pays de gouvernance moyenne ou insatisfaisante. L'investissement public ne produit des effets multiplicateurs que dans les pays de bonne gouvernance. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur les objectifs de croissance et de développement dans les pays de bonne gouvernance.

### **Conclusion générale**

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne a enregistré quelques performances économiques qui sont paradoxalement en deçà des attentes en matière de développement industriel et de développement humain.

Or, dans le cadre de l'économie institutionnelle, plusieurs travaux mettent en relation la gouvernance et la croissance économique. L'étude a cherché à montrer plutôt l'efficacité de la politique budgétaire en fonction de la qualité de la gouvernance.

L'étude a montré que, sur la quarantaine de pays d'Afrique Subsaharienne passés en revue sur la période 2005-2010, seuls sept ont une bonne gouvernance : Cap Vert, Ghana, Sénégal, Uganda, Tanzanie auxquels il faut ajouter l'Ile Maurice et le Botswana. Une vingtaine de pays ont une gouvernance moyenne<sup>1</sup> et une douzaine, une gouvernance insatisfaisante.

De manière générale, les corrélations sont faibles entre la valeur ajoutée industrielle, le PIB par tête et l'indice de développement humain ; ce qui signifie que la croissance économique n'engendre ni industrialisation, ni développement véritables. Elle ne procède pas non plus de l'industrialisation. Cela se traduit globalement par des liens incertains entre les variables budgétaires et de gouvernance (politique, administrative, économique et sociale) d'une part, et ceux de croissance et de développement d'autre part.

---

<sup>1</sup> Par rapport au contexte africain

Cette tendance générale comporte quelques particularités selon les groupes de pays. La politique budgétaire est inefficace dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. L'investissement public ne produit des effets multiplicateurs que dans les pays de bonne gouvernance. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur les objectifs de croissance et de développement dans les pays de bonne gouvernance.

Ainsi, on peut dire qu'en Afrique subsaharienne, l'efficacité de la politique budgétaire dans l'optique de la croissance et du développement est liée à la performance du pays en matière de gouvernance.